| Liberte | Politique |
|---------|-----------|
|         |           |

Automobile : vers un retour en arrière de l'UE sur le 100% électrique ?

Article rédigé par Economie matin, le 05 juillet 2024

Source [Economie matin]: L'Union européenne pourrait revenir sur son objectif de 100% électrique en assouplissant l'interdiction des voitures thermiques neuves d'ici à 2035. Un information révélé par *Reuters* et qui s'explique par la nouvelle composition du Parlement européenne, en particulier de son parti majoritaire, le PPE, suite aux élections législatives du 9 juin 2024.

## Le Parti populaire européen (PPE) veut revenir sur le fin des moteurs thermiques

Le Parti populaire européen (PPE), qui a remporté 189 des 720 sièges lors des <u>élections législatives</u> <u>européennes</u> du 9 juin 2024, envisagerait d'assouplir la position de l'Union européenne concernant les moteurs thermiques. Une proposition qui pourrait être soutenue par le reste de l'aile droite du Parlement européen, notamment le Parti des Conservateurs Eursceptiques (CRE) qui détiennent 83 sièges, ainsi que par les nationalistes (ID) qui ont 58 sièges. L'agence *Reuters* aurait réussit à consulté un document concernant la feuille de route de la prochaine législature pour les cinq prochaines années. Selon ce dernier, le PPE souhaiterait « réviser les règles de réduction du CO2 pour les voitures et camionnettes neuves afin de permettre l'utilisation de carburants alternatifs zéro émission - les e-fuels - au-delà de 2035 », et « développer une technologie de moteur à combustion de pointe ».

Ce projet de révision, bien qu'il ne vise pas à revenir directement sur l'interdiction des moteurs thermiques en 2035, n'est pour autant pas gagnée pour le parti chrétien-démocrate (PPE). Celui-ci, bien qu'étant uni, est composé de différentes sensibilités politiques, et il pourrait faire face à une coalition des eurodéputés de gauche et écologistes, deux ailes qui sont entièrement opposées à toute modification de l'actuelle feuille de route de l'Union européenne : une coalition qui compterait potentiellement 302 sièges, si l'on cumule les sièges de la gauche radicale (39 sièges), ceux des socio-démocrates (136), des écologistes (qui n'ont plus que 53 sièges contre 72 en 2023) - et des libéraux démocrates (74 sièges). À noter également que Ursula Von der Leyen, en plus d'être candidate pour la prochaine présidence du PPE, l'est aussi pour rester à la tête de l'exécutif européen, et qu'elle compte bien se rapprocher de l'aile gauche du Parlement pour obtenir une majorité absolue, condition *sine qua non* pour sa réélection comme présidente de la Commission.

## Lire la suite

05/07/2024 01:00